

# Les Eglises et les relations Eglises-Etats dans les Balkans<sup>1</sup>

Didier RANCE

## 1. Situation actuelle au plan confessionnel

Au niveau religieux on distingue dans les Balkans (voir tableau en p. 8-9)

**Les nations très majoritairement de tradition orthodoxe :  
Serbie, Roumanie, Moldavie, Bulgarie, Grèce**

Sauf le dernier, resté à l'Ouest après 1945, tous ces pays partagent les mêmes données de l'Histoire : christianisation à partir de Byzance sur le modèle de la « symphonie Eglise-Etat » et donc l'absence d'une tradition d'autonomie ecclésiale ; choc de l'Islam jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle, ce choc accentuant la sujétion du religieux au politique ; poids très lourd de l'héritage de la période communiste pour les Eglises orthodoxes, car leur instrumentalisation par le pouvoir s'ajoutait à la lutte anti-religieuse ; persistance dans les mentalités de l'indivision entre appartenance nationale et confession religieuse.

Pour l'Eglise orthodoxe du Patriarcat de Bucarest (comme pour celui de Moscou pour la Russie ou de Sofia pour la Bulgarie), le territoire canonique est défini par le mot « roumain ». Fait partie du territoire canonique du Patriarcat le monde roumain. C'est simple – et terriblement compliqué.

---

<sup>1</sup> Conférence donnée par M. Didier RANCE, ancien Directeur pour la France de l'Aide à l'Eglise en Détresse (AED), le 3 septembre 2007, dans le cadre du Stage de formation à la Mission d'Orient organisé par l'Assomption à Plovdiv du 25 août au 15 septembre 2007.

D'abord, remarquons qu'il ne s'agit pas ici d'orthodoxes roumains, mais de Roumains tout court, s'entend de citoyens roumains de Roumanie, les citoyens hongrois n'étant pas concernés.

Tout Roumain est donc « naturellement » ou potentiellement dans le ressort du patriarcat de Bucarest. En fait, il y a une tolérance pour les Roumains qui sont membres des Eglises protestantes, mais pas pour ceux qui le seraient des autres Eglises orthodoxes ou de l'Eglise catholique. On ne peut pas, en Roumanie, être Roumain et membre d'une autre Eglise orthodoxe ou catholique de rite byzantin. En Roumanie, même le Patriarcat use de toute son influence sur le pouvoir pour que ce principe soit réalisé, par le refus d'enregistrement.

C'est pourquoi l'appartenance à une autre confession est vécue douloureusement, comme vol du droit à son identité. D'où les accusations de prosélytisme. Cette conception se heurte à la vision catholique et protestante de la liberté religieuse et à la vision laïque de la croyance comme choix individuel et privé. Les Eglises orthodoxes se trouvent ainsi confrontées partout à la modernité libérale, et tâtonnent pour trouver des solutions qui concilient le droit des individus et la préservation de l'identité collective.

Dans tous ces pays, les régimes post-communistes continuent la tradition d'intervention directe dans les affaires religieuses et ecclésiastiques. Toutefois, il faut noter un peu partout une volonté des Eglises de se desserrer de l'étau politique. Les prises de position du Patriarcat serbe Pavel vis à vis de Milosevic ont ainsi été ambiguës.

La pratique religieuse dans ces pays est redevenue partout très faible, sauf en Roumanie – sans doute aujourd'hui le pays le plus ouvertement « chrétien » d'Europe.

Enfin, les dissensions et conflits de juridiction sont nombreux. La Moldavie connaît deux juridictions rivales, le schisme bulgare n'est pas résorbé. De plus, Moscou et Bucarest s'affrontent en Moldavie.

Dans tous ces pays, quand les catholiques appartiennent à des minorités ethniques ou sont latins depuis des siècles, il n'y a pas de problèmes majeurs. Ils sont tolérés, à condition de ne pas accueillir des membres de la nation dominante. Mais les Eglises catholiques autochtones, partageant le rite byzantin, ne sont pas toujours totalement acceptées : en Bulgarie, en Roumanie.

#### **Les nations de tradition catholique : Croatie et Slovénie**

Elles sont retournées ou retournent à l'Occident. La liberté religieuse est partout garantie par la Constitution et la forme concordataire règle en général les relations entre Etat et Eglises, soit ceux d'avant le communisme, soit des concordats révisés.

La pratique religieuse dominicale connaît dans ces deux pays de tradition catholique des situations fort variées. Elle se rapproche de celle des pays les plus sécularisés d'Occident en Slovénie – aux alentours de 10 % des baptisés. Elle est un peu plus forte en Croatie. La pratique des Eglises protestantes est partout très faible – moins de 5 %.

Remarquons que la Slovénie a suivi le même trajet que les pays de Visegrad ou les Pays baltes : retour rapide dans le concert européen et résolution pacifique des différends (ex-Tchécoslovaquie, Estonie), et la Croatie aurait sans doute fait de même n'eut été l'agression serbe, alors que les pays orthodoxes d'Europe orientale n'ont pas réussi cette transition politique et sociale rapide. A ceci s'ajoute le décollage économique des uns, ceux déjà en général plus favorisés. Dès le milieu des années 90, j'avais l'impression très physique que la vraie frontière des deux blocs européens passait entre la Pologne et l'Ukraine, la Hongrie et la Roumanie.

#### **Les pays de frontières : Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Albanie, Transylvanie roumaine**

Dans ces Etats se côtoient les confessions catholique, orthodoxe et musulmane. L'instabilité politique de ces Etats (sauf la Roumanie une fois

passée la fièvre du début des années 90) sur lesquels l'actualité promène souvent son phare depuis 17 ans (Macédoine, Kosovo hier, Bosnie, Albanie), est liée à la cohabitation difficile de divers groupes ethnico-religieux. En général, les communautés catholiques y ont une pratique religieuse forte, liée à leur résistance plus active sous la persécution. Mais les purifications ethniques, violentes ou feutrées, risquent de faire disparaître cette présence catholique du Kosovo, de la Macédoine, des régions serbes de la Bosnie.

Les Balkans connaissent aussi, dans les années 90, l'essor de la religiosité non-chrétienne, qu'elle soit canalisée par les sectes et les nouveaux mouvements ou qu'elle ressorte du bricolage religieux. Toutefois, les observateurs de la scène religieuse est-européenne notent un reflux certain des nouveaux mouvements religieux à l'Est, plus important même que celui des grandes Eglises après l'engouement des débuts 90. Ina Merdjanova, une chercheuse bulgare qui a consacré une longue étude sur ce sujet, parle même d'échec global des sectes, malgré certaines réussites partielles. Elles ont, peut-être plus qu'on ne le pense, servi de passerelle pour des jeunes entre l'athéisme et la foi chrétienne – comme ceci me fut dit en Roumanie dès 1993.

## 2. Où en sont les Eglises dans les sociétés et les Etats de l'Est aujourd'hui ?

Trois termes peuvent résumer l'évolution de 1989 à 2007, dans les Balkans comme partout en Europe de l'Est. Et je prendrai des exemples que j'ai recueillis au delà des seuls Balkans.

***Enthousiasme.*** En 1989-1991, de Zagreb à Bucarest, les églises sont partout pleines. Le rôle des croyants – détonateurs et souvent artisans majeurs des révolutions de 1989 –, est reconnu et, à travers lui, c'est comme un miracle qui est ressenti – d'où l'enthousiasme, au sens étymologique du terme. Des séminaires rouverts un peu partout se remplissent de façon incroyable : des centaines en Roumanie, et même 137 à Skhöder en Albanie,

dont des dizaines de jeunes non baptisés venus de familles qui étaient musulmanes avant la liquidation de toutes les religions en 1966.

**Déception.** Cet enthousiasme n'était cependant pas partagé par tous. Le ton général d'une Conférence organisée par l'AED, qui avait réuni des responsables d'Eglise de l'Est souvent sortis de la clandestinité, au printemps 1990 à Kevelaar près de Cologne, était sans illusion. Les différents intervenants avaient tous insisté sur la « catastrophe anthropologique » (Cardinal Lustiger) de leurs peuples. Plusieurs m'avaient dit : « *Ne nous faisons pas illusion sur les églises pleines, les baptêmes d'adultes en masse : nos peuples savent le rôle déterminant de l'Eglise et de la foi pour la chute du communisme. Ils nous en sont reconnaissants, mais pour combien de temps ? Certains pensent plus égoïstement que se mettre de notre côté peut devenir intéressant pour acquérir ou conserver le pouvoir. Mais tout cela n'a rien à voir avec l'évangélisation et la sanctification. Tout est à refaire et ce sera une question de génération. Il faudra aller très, très lentement* ». Un évêque me dit à cette époque qu'il lui semblait raisonnable d'attendre 50 ans avant d'introduire les enseignements de Vatican II dans son Eglise pour éviter un choc trop brutal !

Dès mai 1991, Jean Paul II essaya de lutter contre ce début d'amnésie des peuples de l'Est et rappela dans son encyclique *Centesimus Annus* que les libérations de 89 étaient le fruit de la grâce de Dieu et de combats avec « les seules armes de la vérité et de la justice », tout en critiquant le modèle « utilitaire » occidental qui fait perdre à l'homme « le respect de la hiérarchie des vraies valeurs humaines » et qui devient la vulgate des politiques et des médias à l'Est. Et dans des pays économiquement ruinés, avec l'apparition d'un capitalisme sauvage aussi cruel que celui du premier 19<sup>e</sup> siècle chez nous, les résultats furent terribles. Une immense désillusion s'empara de l'Est. Celle des majorités, qui constataient qu'il y a loin de la société de consommation idéale vue à travers les lucarnes de TV à ce qui est dans votre assiette ou au travail. D'où le regret des « oignons d'Egypte » de l'époque communiste, mêlé à une fascination trouble pour les modèles occidentaux.

Ce fut le cas des nouveaux gouvernements, quand ils étaient, comme en Roumanie ou en Bulgarie, souvent constitués par des ex-dissidents chrétiens ou non, proches de l'Eglise mais peu formés aux responsabilités politiques et à la gestion, confrontés au défi, d'une ampleur sans précédent historique, de reconstruire des pays entiers. Ils furent vite aux prises avec de tels problèmes économiques et sociaux qu'ils n'eurent guère le loisir ou le souci de se battre pour promouvoir la doctrine éthique ou sociale de leur Eglise.

Ce fut le cas aussi de tous ceux qui avaient risqué pour la foi. Les églises se vidèrent largement à nouveau de leurs jeunes. Beaucoup d'Eglises sortaient de la persécution avec un clergé héroïque mais vieilli et peu nombreux, parfois très déphasé par rapport aux nouvelles générations dont la recherche religieuse est réelle mais différente de celle des jeunes qu'ils ont connus avant-guerre (d'où le succès des télévangélistes et des sectes dans un premier temps). A ceci s'ajoute une certaine remarginalisation des croyants, qui fut d'ailleurs en partie une auto-marginalisation de ces croyants, surtout de nombre de ceux qui s'étaient engagés pour leur foi avant 1989. Tout ce qui touche au politique ou à l'économique leur paraît mauvais, corrompu, corrompant. Et une des aides originales qui a pu être alors apportée par des chrétiens d'Occident engagés dans la vie économique ou publique a été d'aider ces croyants à un discernement.

**Banalisation.** Résultat de cette déception : pays après pays, à partir de 1993 en Europe de l'Est, les ex-communistes ont retrouvé le pouvoir là où ils l'avaient abandonné. Non pour rétablir le communisme mais parce qu'ils sont mieux formés et plus efficaces pense-t-on. Le processus d'occidentalisation des sociétés de l'Est avec ce que cela suppose d'individualisme, de désenchantement des grands desseins collectifs, de pluralisme, de réduction du religieux à la sphère du privé et de l'opinion s'accélère alors, surtout en Europe centrale, induisant pour les responsables des Eglises des problèmes bien proches de ceux de l'Occident.

En Europe centrale et baltique, la tendance lourde est à la sécularisation. L'Eglise est toujours repoussée un peu plus loin dans le domaine pri-

vé, ou transformée malgré elle en simple lobby ou groupe de pression ; elle est « ringardisée ». L'exemple lituanien est tout à fait typique : l'Eglise est « une grand-mère acariâtre qui nous empêche de profiter enfin à notre tour de cette bonne vie made in USA » a-t-on dit au cardinal Backys de Vilnius. Plus à l'Est et dans les Balkans, cet individualisme est contrebalancé par un repli « identitaire » sur un passé byzantin de « symphonie Eglise-Etat » idéalisé.

Certains analystes comme P. Michel ou Bardos-Feltonory vont plus loin. Selon eux, et en reprenant leur vocabulaire, la religion ne jouerait plus le rôle de « fournisseur de symboles sociaux et d'imaginaire collectif » qu'elle a joué auparavant, l'utopie du marché et de la consommation l'ayant remplacé (Jean-Paul II n'est pas loin de dire la même chose dans *Centesimus Annus*). Or, le choc est plus rude en Europe de l'Est où les Eglises pensaient reprendre ce rôle confisqué par l'idéologie marxiste, et tombe d'autant plus haut, alors que la laïcisation est plus ancienne en Occident.

### 3. L'héritage du passé dans les relations Eglises Etats : le système du *Millet*

Pour comprendre les enjeux religieux des Balkans, il faut creuser leur passé. D'abord, les cinq siècles de domination ottomane sont loin d'être oubliés. Nous avons tendance à voir dans l'état ottoman un Empire turc. Or, il s'est construit sur la base du *jihad* musulman et sur la légitimité califale. Il s'agit en fait d'un état idéologico-religieux, comme le montre entre autre le fait que la grande majorité de ses gouvernants de fait, les Grands vizirs, n'étaient pas turcs. La vision du monde qui sous-tend le « système » ottoman n'est donc ni la race ni la nation, mais l'appartenance religieuse. Ceci le conduit, d'une part à créer une caste d'élite sur cette seule appartenance, les *janissaires* et leur système du pouvoir et, d'autre part, à classer sous les mêmes critères les populations soumises.

D'où le système du *millet* : c'est l'appartenance religieuse (sauf conversion forcée ou volontaire à l'islam), et elle seule, qui détermine l'identité

collective des individus (le mot *millet* signifie nation en turc contemporain, mais c'est un anachronisme de le traduire ainsi pour l'époque ottomane). Il y aura ainsi le *millet* des chrétiens roumis (Grecs), celui des Arméniens, celui des Juifs, qui existe dès la conquête même si le nom n'apparaît qu'au 18<sup>e</sup> siècle. Notons d'ailleurs que ce système n'avait rien d'original. De la Perse à la Pologne, il existait, d'ailleurs sous des formes variées. C'est le modèle occidental de droit privé et public individuel, ne tenant pas compte de l'appartenance religieuse ou communautaire, qui est récent.

Le principe est simple : les non musulmans paient la *djizia*, l'impôt dit de « protection ». Ils subissent les corvées et vexations décidées par l'Administration. Ils sont, comme les musulmans, soumis aux décisions administratives ou économiques générales. Ils sont passibles des tribunaux islamiques pour tout contentieux avec un musulman. Mais, pour tout le reste, ce sont les responsables de leur communauté qui organise celle-ci : droit familial, contentieux entre personnes de la même communauté, éducation, santé, bienfaisance, protection sociale, vie religieuse – et bien sûr les impôts ou contributions nécessaires pour tout ceci. Et, pour ce faire, leur chef religieux est le chef de la communauté. Des hôpitaux, des hospices, sont donc gérés par les autorités ecclésiastiques autant que les écoles.

Or, pour les Ottomans, tous les Balkans étaient chrétiens grecs avant leur arrivée. Il y eut donc le *Rum Millet*, dont le patriarche de Constantinople, élu par le Saint-Synode mais devant être confirmé par le Sultan, était intégré dans la haute fonction publique ottomane comme « pacha à trois *tugs* » (queues de cheval). Le problème qui s'ensuivit est facile à deviner : les responsables du *millet* étaient tous grecs, alors que les grecs n'étaient qu'une minorité des chrétiens des Balkans ! Le système fonctionna jusqu'à l'éveil des nationalismes, puis se détraqua, les revendications des uns entraînant le durcissement et l'anathème des autres. Or, comme tout était lié, les tensions portèrent sur le religieux (la langue liturgique) autant que sur le social (la demande d'un *millet* propre). Istanbul résista à cette tendance, en comprenant les implications, mais finit par céder sous la pression occidentale ou à cause des troubles : il y eut ainsi un *millet* arménien catholique dès

1830, latin en 1844, arménien protestant en 1850, puis un *millet* bulgare en 1870 et roumain en 1885, etc. Au total, une quinzaine de *millets* en 1914.

Bien sûr, cette évolution ne fut pas acceptée par le Phanar, qui profitait seul du système, non seulement au plan religieux mais aussi social et largement économique. A partir du milieu du 18<sup>e</sup> siècle, le patriarcat de Constantinople essaie de lutter contre les premières velléités nationales et tente d'unifier les communautés chrétiennes en leur imposant le grec comme langue liturgique et en réduisant leur autonomie de gouvernement. Le pouvoir ottoman appuie cette démarche et, en 1767, accorde la suppression de la métropole d'Ohrid comme centre autonome de l'orthodoxie bulgare. Constantinople impose à l'Eglise bulgare, qui n'a plus d'existence propre, l'usage du grec comme langue liturgique et le remplacement des évêques bulgares par des prélats grecs.

La violence de ce refus de l'indépendance de l'Eglise orthodoxe bulgare par le patriarcat de Constantinople se laisse deviner à l'ampleur de sa réaction. Le patriarche convoque un Concile orthodoxe qui se réunit en 1872 et condamne solennellement l'Eglise bulgare comme hérétique, ses responsables et fidèles comme schismatiques. Le Concile prononce leur excommunication pour hérésie de « phylétisme » (le mot vient du grec *phulè*, nation). Le Concile de 1872 déclare que la hiérarchie apostolique, et donc l'organisation ecclésiastique, a toujours été fondée sur une base locale, géographique, et non pas ethnique ou nationale. L'idée d'Eglises orthodoxes nationales autocéphales est donc condamnée – même si l'Eglise orthodoxe autocéphale la plus importante, celle du patriarcat de Moscou, est déjà de fait une Eglise nationale ; mais elle se garde bien de se déclarer telle.

Une autre conséquence du système du *millet* est qu'il accentua la dimension sociale de la religion plus que sa dimension personnelle. Les historiens ont noté la facilité relative des changements de religion avant l'arrivée des Ottomans, en particulier en Bosnie. Une hypothèse est qu'un syncrétisme d'origine, de tendance paganisante, était resté le fond religieux. Ce

que je sais de l'Albanie va effectivement plutôt dans ce sens, jusqu'à l'appel de Kadaré au passage au catholicisme en 1992.

#### 4. Les bases de la conception orthodoxe des relations à l'Etat et à la société

Antérieur et postérieur à la fois au système ottoman du *millet*, nous trouvons le modèle byzantin des relations entre Eglise et Etat, et il joue un rôle essentiel aujourd'hui encore. Les historiens discutent de la pertinence de ce concept et notent que, jusqu'à l'époque moderne, une alliance étroite du pouvoir politique et de la religion dominante était la règle générale, et pas seulement dans l'Empire byzantin. Pour certains, la fameuse « symphonie » Eglise-Etat est même une création artificielle des théologiens orthodoxes modernes, et la réalité de ces relations durant le millénaire byzantin aurait été surtout conflictuelle. Ils rappellent par exemple qu'il est arrivé à l'empereur de jouer Rome contre le Patriarcat.

Que dit la théorie de la « symphonie » ? Que, contrairement à l'Occident, où la religion s'est sécularisée à la fois par excès du juridique sur l'organique, par la promotion de l'individu au dépens de la communauté, et par la tentation césaropapiste des patriarches romains, le monde orthodoxe avait conservé la vision théandrique originelle du christianisme et l'avait traduit dans un équilibre global marqué par l'autonomie, l'autocéphalie et la synodalité des Eglises.

*Autonomie.* Ni indépendance ni soumission de l'Eglise à l'Etat, mais symphonie donc, ou harmonie, impliquant la soumission temporelle à l'Etat, voulue par Dieu (cf. Rm 13, 1-7). Non-intervention de l'Eglise dans ce domaine, et autonomie de l'Eglise dans le domaine spirituel. L'Eglise prêche donc la soumission de ses fidèles à l'Etat. Celui-ci peut intervenir dans les affaires de l'Eglise pour tout ce qui ne concerne pas le dogme, la vie spirituelle et la liturgie. Il est le protecteur pour qui on implore Dieu à chaque Liturgie. Le fidèle doit donc la double obéissance, à l'Etat et à l'Eglise – le conflit entre les deux n'est pas prévu. Pour ces théologiens orthodoxes, ce principe est plus conforme à l'Evangile que le projet romain

de domination de l'Eglise sur l'Etat, qui ne respecte pas le « Rendez à César... ».

Que le César des canons byzantins s'appelle Staline ou Ceausescu ne pose donc pas de problème en soi. Le sergianisme l'a officialisé à Moscou dès 1927, et toutes les hiérarchies orthodoxes des Balkans l'ont repris à leur compte sous la direction de Moscou, la Troisième Rome. Du 8 au 21 juillet 1948, un grand concile pan-orthodoxe se déroule à Moscou sous le haut patronage du NKVD. Alexis, le docile patriarche de Moscou, transmet les consignes du « Grand frère » aux représentants des différents pays satellites : la lutte contre le catholicisme, et particulièrement contre les Eglises unies, est à l'ordre du jour. Les Soviétiques phagocytent totalement l'Eglise orthodoxe bulgare, dont l'autocéphalie vient pourtant d'être reconnue par le patriarcat de Constantinople en lutte contre l'hégémonie du patriarcat de Moscou. Dans une déclaration du 12 août 1948, le Conseil directeur de l'Alliance sacerdotale de la République nationale de Bulgarie promet de faire tout son possible pour raffermir « les relations fraternelles et cordiales existant déjà entre les Eglises orthodoxes bulgare et russe, entre le peuple bulgare et les peuples de l'Alliance soviétique... »

Après le communisme, cette théorie aurait pu devenir plus difficile à tenir, mais elle a été relayée par une autre base, le nationalisme qui soutient la théorie de l'*autocéphalisme*. L'idée d'Eglise nationale n'est pas totalement neuve quand elle s'impose dans les Balkans au 19<sup>e</sup> siècle. Autant en Occident (Eglise anglicane, gallicane, Révolution française) que dans les Balkans mêmes (patriarcats bulgares et serbes, mais dans ce dernier cas il s'agissait de concurrents). Byzance et ces empires étaient pluriethniques et plurinationaux. D'ailleurs, non seulement la hiérarchie grecque, mais une partie du clergé, résista à la montée des nationalismes, même si ce furent souvent des moines et des prêtres qui en furent les promoteurs.

Il fallut créer l'équation : état = nation = ancêtres communs = langue = religion, pour réaliser ce tournant, que les Grecs quant à eux refusèrent, restant fidèles à l'impérialisme byzantin. Concrètement, ces Eglises nationales cherchèrent à jouer auprès des Etats le rôle du Patriarcat auprès du

Basileus ou du Sultan. Elles épousèrent les théories linguistico-mythiques sur les origines et la priorité d'occupation de leur peuple, et leur donnèrent une « consécration », au sens propre du terme, en sacralisant cette origine assimilée au baptême. Et même, dans le cas Serbe, à une mission salvifique et christique de la Jérusalem céleste kosovare, le *slavasavisme* du nom de saint Slava, frère du fondateur de la dynastie Nemenci. La nation serait donc née orthodoxe. La réalité historique est différente, mais cela n'a pas d'importance...

Les Eglises locales soutinrent donc leurs prétentions contre le Phanar qui, compte tenu du système du *millet*, allaient bien au-delà de la prière liturgique. Mais l'époque avait changé : les Etats soutinrent et réalisèrent l'autocéphalie des Eglises nationales. Ce ne furent pas des *millets* nationaux qui furent créés dans les nouveaux Etats balkaniques, pour l'éducation, les questions sociales, la justice personnelle, la santé ou la bienfaisance, mais des administrations d'Etat, certes liées au clergé, mais ne dépendant pas de lui.

La réaction du Phanar à ces prises d'indépendance des Eglises nationales fut, je l'ai dit, violente. Et pas seulement pour des raisons matérielles, de pouvoir et d'orgueil grec, car il y avait effectivement nouveauté objective (le précédent russe n'en était pas un, Moscou se voulant la Troisième Rome). Ce fut la condamnation du phylétisme de 1872, qui ne servit d'ailleurs à rien. Le mouvement d'autocéphalie toucha toutes les Eglises les unes après les autres, y compris la Grèce, et continue sans interruption : voir la Macédoine, l'Ukraine ou le Monténégro. Bref, pour le Phanar, les Nations dont parlent le Nouveau Testament et les Canons conciliaires n'ont aucun contenu ethnique et signifient uniquement « les païens », sans aucune distinction d'origine ethnique, « nationale » ou linguistique. Et si Moscou ressortit le phylétisme contre les Ukrainiens après 1991 – l'argument est trop facile à ressortir contre elle –, aux Balkans il n'est plus vraiment utilisé, sinon à Constantinople de façon rituelle... La dernière tentative sérieuse, en Albanie, n'a pas réussi et l'archevêque orthodoxe Anastasios a dû s'albaniser pour être accepté, même si les Albanais d'origine grecque forment une bonne partie de sa communauté.

Mais, malgré les renouveaux nationalistes post-communistes, le « cheval » phylétique ne saurait suffire face à la sécularisation de facto des modes de vie inspirés par l'Occident. En Grèce, comme en Biélorussie (le Président) ou en Serbie, il est assez facile de trouver des gens se proclamant orthodoxes athées, ce qui me semble plus difficile pour un catholique. Mais est-ce vraiment satisfaisant ? Il reste la *sobornost*, qui oppose sa *synodalité* à l'exercice solitaire du pouvoir dans l'Eglise latine. Les réalités synodales ne sont pas niables à la tête de chaque Eglise, même si l'exercice n'est ni idyllique ni assimilable à la démocratie : il s'agissait d'un système oligarchique héréditaire à l'époque du *millet*, et toujours oligarchique aujourd'hui. Les conceptions mythiques de la *sobornost*, inspirées en partie par le romantisme allemand et en partie par un souvenir plus ou moins chimérique du passé slave lointain, n'ont qu'un rapport lointain avec la réalité de son fonctionnement. D'ailleurs les Synodes de tous les pays orthodoxes ont généralement partie liée avec les partis conservateurs plutôt qu'avec les partis démocratiques et libéraux – comme le système latin d'ailleurs.

Compte tenu de ces principes, qu'il ne faut pas sacraliser mais qui demeurent vivants dans les esprits et les actes, et d'une en perte d'influence non négligeable des Eglises orthodoxes au sein de leurs Etats respectifs, on voit que l'intégration de ces Etats dans l'Europe a de quoi donner quelques sujets de réflexion aux partisans d'une Europe supranationale, tout comme du dialogue œcuménique. Mgr Ware, un des grands penseurs de l'orthodoxie contemporaine, et d'ailleurs lui-même un occidental, dit à ce sujet : « *Catholiques et protestants différent sur les réponses aux questions qui font l'objet de leurs discussions. Nous, orthodoxes, n'avons même pas les mêmes questions* ».

Les Eglises orthodoxes réussiront-elles à trouver de nouvelles modalités de relation à l'Etat et à la société si le tournant européen des pays balkaniques se confirme et s'approfondit ? La Grèce est là en première ligne. L'Eglise orthodoxe n'y semble prête à aucune concession sérieuse et discute chaque changement sur une base maximaliste. C'est pourquoi je me demande si ce qui arrivera progressivement ne sera pas une « scandinavisation » de la religion, coquille vide, comme les Eglises établies jusqu'aux

récents changements. Mais nous en sommes encore sans doute assez loin, même si le divorce sur les questions morales est déjà grand (la vision ascétique de la grande tradition spirituelle orthodoxe est battue en brèche jour après jour). Quant aux prétentions à l'exclusivisme religieux, qui est partout présent, il met les Etats en porte-à-faux non seulement vis-à-vis de l'Europe mais aussi des organes des Nations-Unies comme le Haut Commissariat aux droits de l'homme et, peu à peu, c'est l'Eglise orthodoxe qui doit céder, car les enjeux pour les Etats sont trop grands.

D'ailleurs une tout autre évolution serait possible. Si le mythe européen s'essouffle ou est trop éloigné des promesses qu'il a fait miroiter, le retour à des nationalismes durs sous la houlette des Eglises orthodoxes n'est pas à exclure. Qui osera dire que la Serbie en est très loin, comme d'ailleurs la Russie ? Je me souviens d'avoir vu des brochures anti-catholiques, anti-juives et anti-occidentales du début du 20<sup>e</sup> siècle – *Protocoles des Sages de Sion* et autres –, en vente dans des Eglises du patriarcat de Moscou et en Ukraine (mais d'autres vendent le cardinal de Lubac et Jean-Paul II), et je sais que cela existe ailleurs. Sur le fond, cet anti-occidentalisme n'est pas radicalement différent de celui exprimé par Jean-Paul II dans *Centesimus Annus* et ailleurs, mais il est parfois sans nuance : Occident = pornographie + maçonnerie + juiverie + Rome (Et l'argument par la pornographie a trop de – vrais – témoignages pour être minimisé). Même si le révisionnisme historique qui tend à réhabiliter les mouvements extrémistes un peu partout est limité, il s'appuie sur une partie du clergé – qui en fut d'ailleurs un des principaux propagateurs à l'époque. Ceci concerne d'ailleurs aussi une partie du clergé catholique croate. Il n'y a pas qu'en Iran que la mythologie du Grand Satan est opérative...

## 5. Les conséquences du communisme

Les Eglises orthodoxes ont connu un demi-siècle ou presque de persécution, à la fois sanglante et perverse, car non seulement elles ont des martyrs, mais le régime athée avait largement réussi à les instrumentaliser pour arriver à ses fins. On n'efface pas une telle tragédie en quelques an-

nées. En voici quelques aspects, surtout liés à la majorité orthodoxe de cette région du monde.

Héritage du communisme athée, le fond d'ignorance religieuse, des exigences de l'Évangile, de ce qu'est réellement la foi chrétienne, est immense. La connaissance réelle des autres Églises est très faible. Elle se réduit souvent à quelques clichés du 19<sup>e</sup> siècle ou de la propagande communiste. De plus, ces pays coupés du reste du monde pendant si longtemps ont vu déferler en quelques mois toutes les sectes, tous les groupes néo-protestants, avec des moyens financiers souvent énormes. L'Église orthodoxe s'est sentie, et à juste titre, agressée par ce déferlement qui, dans un premier temps, a séduit bien des jeunes. D'où une réaction de défense compréhensible mais malheureusement aveugle (confondant l'Église catholique avec ces groupes).

D'autre part, quand la liberté religieuse est arrivée, le prestige du religieux rejoignait celui de l'interdit, de l'opprimé : des milliers de jeunes en Russie, en Roumanie, et d'autres ailleurs, ont alors voulu devenir prêtres, moines, religieuses : des dizaines de séminaires et de monastères ont été rouverts depuis 1990. Mais l'Église orthodoxe manque terriblement de formateurs. Beaucoup de jeunes prêtres ont été formés en moins d'un an, parfois en quelques mois. Confrontés à la complexité de la société russe actuelle, à l'immensité des problèmes sociaux et moraux, au recul religieux actuel, à l'absence de tradition de catéchèse, ils sont sensibles aux tentations simplificatrices que propagent certains milieux politiques ultranationalistes ou ex-communistes : complot contre la Sainte Église, etc.

L'aile de l'Église orthodoxe la plus ouverte vis-à-vis de l'Église catholique est constituée en partie par des intellectuels, des citoyens, souvent convertis à la foi chrétienne à l'âge adulte. Leur enracinement dans les racines bibliques, patristiques et sacramentelles de la foi chrétienne est souvent très profond et donne de beaux fruits, tout comme leur sens ecclésial. Mais il y a le risque qu'ils se coupent de plus en plus de la masse du clergé ou des fidèles. Beaucoup en sont très conscients. Leur situation est délicate. Il faut les soutenir mais ne pas donner l'impression – fausse – qu'ils sont

plus ou moins des catholiques. Leur exemple montre que plus les orthodoxes assimilent leurs racines chrétiennes authentiques (théologiques, sacramentelles et ecclésiales), plus ils sont proches des catholiques (et vice-versa), mais s'ils doivent jouer le rôle de levain dans la pâte, il leur faut ne pas se couper du reste de l'Église.

Une autre clé est délicate à présenter (rappelons-nous la parabole évangélique de la paille et de la poutre), mais joue un rôle qui ne peut être passé sous silence : le monde orthodoxe (à l'intérieur de chaque Église et entre Églises) est la proie de graves tensions, parfois séculaires, parfois récentes : schismes, excommunication, non-reconnaisances. Très peu d'Églises sont épargnées. La tentation de surmonter ces tensions en se créant un ennemi extérieur a toujours existé, et constitue un élément du problème actuel.

### **Conclusion : Que pouvons-nous, chrétiens d'Occident, recevoir de ce qu'a vécu l'Est (les Balkans) à l'époque communiste ?**

Le mieux est d'évaluer cela en termes d'échange de dons. En voici quelques-uns, qui sont plus des tendances que des oppositions, bien sûr.

*Quel type de présence chrétienne dans la société ?* Même blessées, les dimensions communautaires et culturelles de la foi, et la solidarité avec le passé, restent fortes. Dans une perspective d'occidentalisation, la voie de la raison pousserait ces Églises à repartir sur d'autres bases. C'est ce qui leur avait été suggéré lors d'un symposium des évêques d'Europe qui s'était tenu à Rome il y a quelques années par Mgr Lehmann, voyant dans l'état sécularisé (et donc la réduction du religieux à la sphère non-publique) un modèle normatif de développement de la foi. C'est l'idée dominante chez nous. Sans soulever la moindre polémique dans le monde catholique – et ceci est symptomatique, Marcel Gauchet, peut-être le plus influent des penseurs sur la religion, a pu écrire dans son dernier livre qu'il serait « grotesque » de penser qu'il existe encore aujourd'hui dans une société comme

la nôtre des hommes pour croire que Dieu a quoi que ce soit à voir avec les affaires de ce monde.

L'expérience récente de l'Est, celle du martyr et du confesseur de la foi, qui prétend au contraire donner sa place à Dieu dans son existence publique, est inverse. De fait, la réaction d'évêques de l'Est lors de ce symposium était intéressante. Pour eux, réduire la religion à la seule sphère privée ou associative n'est pas vérité d'Évangile. Des formes renouvelées de liens sociaux incluant le religieux, non exclusif, non intolérant, se cherchent. Ils méritent d'être connus, sinon comme modèle, au moins comme relativisation des évidences laïques de notre pays, où subventionner sur fonds publics un club sportif, une troupe de théâtre, voire des compositeurs qui vidant les salles, paraît normal, mais pas un groupe de catéchèse... Un pays où soutenir la Société Protectrice des Animaux est, je crois, d'utilité publique et vous permet une déduction d'impôts sur succession, mais où soutenir des sœurs missionnaires, qui soignent pourtant les corps autant que les âmes, vous entraîne à des problèmes.

*Le sens de Dieu.* Un autre facteur d'espérance, c'est que le sens de Dieu, aiguisé par l'athéisme militant et la persécution, est loin d'avoir été étouffé par la nouvelle donne. Ce sens de Dieu est souvent lié à une énorme ignorance religieuse, mais n'en est pas moins réel. Par exemple, en Albanie, beaucoup de jeunes ne savaient pas, au début des années 90, s'ils sont chrétiens ou musulmans, mais ils viennent au pèlerinage de saint Antoine à Laç. Je pense à ces jeunes moniales orthodoxes de Russie et ces séminaristes gréco-catholiques d'Ukraine et de Roumanie : à la question « Pourquoi êtes-vous là ? », ils donnent la même réponse : « Pour être sauvés. Et pour apporter aux autres le salut ». N'est-ce pas la tâche essentielle de l'Église ?

Certains de ces pays sont des pays où on prie beaucoup. On peut le voir dans des paroisses orthodoxes ou catholiques en Roumanie, par exemple. Et il n'est pas difficile de recueillir, un peu partout, des indices de prière personnelle intenses. La prière n'est pas le tout de la vie chrétienne, mais elle en est le cœur, et ceci aussi mérite d'être connu.

*Un atout pour certains pays : un clergé jeune et nombreux.* En 2000, les prêtres du diocèse de Banka Bistrica en Slovaquie avaient une moyenne d'âge de 35 ans, soit moins de la moitié de ceux de notre pays. En Roumanie, les 80 séminaristes du diocèse de Cluj se préparent à servir les 80.000 fidèles de leur diocèse. Cela signifie que, dans dix ans, alors que nous serons en France en plein dans la vraie crise du clergé – c'est-à-dire la disparition quasi-totale de la visibilité d'un clergé d'un âge moyen octogénaire dans la plupart de nos diocèses –, il y aura des dizaines de milliers de prêtres qui auront entre 25 et 50 ans en Europe de l'Est et dans les Balkans. Ou, pour prendre un autre exemple, le boom des vocations religieuses féminines dans les pays orthodoxes – un monastère ouvert en moyenne toutes les semaines en Russie depuis cinq ans, les séminaires roumains pleins – leur redonne une place dans la société qu'elles perdent chez nous. Dans les deux cas, cette présence ne sera pas en soi progrès automatique de la Nouvelle évangélisation de notre continent, mais on ne peut en minimiser l'importance.

*Unité des chrétiens.* Une autre raison d'espérer est la prise de conscience, encore difficile mais réelle, de la nécessaire réconciliation et du témoignage commun de nos Eglises. Les dangers de nouvelles guerres de religion, la façon dont des athées ont tenté de les susciter dans l'ex-Yougoslavie, en Roumanie, en Ukraine ou dans le Caucase, ont aidé à cette prise de conscience. Lorsque les autorités des Eglises ont réussi à ne pas se laisser entraîner dans ces pseudo-guerres de religion, elles ont gagné une autorité morale, par exemple dans l'ex-Yougoslavie. Un jour de 1994 ou 1995 où j'exprimais à l'archevêque catholique de Belgrade, Mgr Perko, mon scepticisme devant les belles déclarations communes des chefs religieux catholiques et orthodoxes par rapport à la réalité des combats et des atrocités, il m'a répondu : « *Oui, nous ne sommes pas entendus. Mais un jour ou l'autre nos peuples reviendront de leur ivresse homicide et ils auront honte d'eux. Et alors ils se souviendront de nous et nous pourrons les aider* ». Et il avait raison. L'action de collaboration de l'AED en Russie s'est inscrite dans ce contexte. Les progrès faits en quelques années en Russie sont prometteurs, malgré les apparences contraires. Qui aurait dit, il y a 10 ans, qu'un organisme officiel de l'Eglise catholique aiderait à la forma-

tion des prêtres orthodoxes russes et financerait une radio commune aux catholiques et aux orthodoxes ?

En ce domaine, les voyages de Jean Paul II ont fait beaucoup. Mgr Perrisset, le nonce à Bucarest, me disait que des orthodoxes de base avaient été bouleversés par l'humilité du pape, alors qu'il avait été présenté comme un conquérant venu en Roumanie pour voler l'âme orthodoxe de ce peuple. Certains même ne croyaient pas qu'il était vraiment chrétien et l'ont découvert alors.

*Le Sang des martyrs.* Autre raison d'espérer : le sang des martyrs. Jean-Paul II a fait un véritable « forcing » en ce domaine. Et c'est pour répondre à ce qu'il demande que j'ai écrit le livre « *Un siècle de témoins. Les martyrs du 20<sup>e</sup> siècle* ». « Le sang des martyrs est semence des chrétiens ». Une vue rapide et superficielle de la situation des peuples et des Eglises à l'Est aujourd'hui pourrait laisser croire que le fameux adage attribué à Tertullien est devenu inopérant pour notre temps. Mais quand vous mettez une graine en terre, vous comptez jusqu'à trois et cela vous donne la plante ? Soyons sérieux ! Nous sommes au temps de la germination et nous, chrétiens de l'Est mais aussi de l'Ouest, en sommes responsables.

Certains observateurs voient dans les Balkans le laboratoire où s'édifie l'Europe de demain : balkanisée ou unie, conviviale ou en guerres de nations et de religions chronique... C'est dire l'importance de s'y trouver, pour le Christ et l'Eglise.